Compte-rendu de la rencontre régionale sur les enjeux et besoins de connaissance du monde associatif en Hauts-de-France

Le 22 novembre 2019, à l'IRTS – Arras

Introduction

Maxime Godefroy, chargé de mission Le Mouvement Associatif Hauts-de-France

Cette rencontre intervient à la suite du temps d'échange « Associations & recherche, quelles coopérations ? » organisé par l'Observatoire régional de la vie associative en Hauts-de-France (ORVA) et le Mouvement Associatif des Hauts-de-France le 26 avril 2019. Cette journée, qui avait pour but de renforcer l'interconnaissance de ces deux mondes, visait également à renforcer les coopérations existantes, à les structurer pour les développer, et à renforcer la connaissance du fait associatif.

L'intérêt de cette démarche, initiée en avril et qui continue aujourd'hui, est de dépasser les limites pointées en avril pour retrouver du sens à l'articulation recherche-associations, de développer les compétences de recherche en lien avec le monde associatif, de capitaliser sur ce savoir qui est accumulé, de construire et de défendre les plaidoyers, et de permettre aux associations de prendre leur place dans le monde de la recherche et notamment auprès des étudiants.

Cette dynamique s'inscrit dans un mouvement national et international de rapprochement entre société civile et recherche, comme l'illustre le séminaire CPU-ALLISS « Les universités et le défi des services à la société ». L'ORVA, Le Mouvement Associatif et l'Institut français du Monde associatif participent à des objectifs similaires et souhaitent faire du monde associatif un objet de recherche légitime pour en faire un objet politique légitime.

Floriant Covelli, délégué général de l'Institut français du Monde associatif

Créé en janvier 2019 sous l'égide de la Fondation Pour l'Université de Lyon, l'Institut français du Monde associatif a pour ambition de mieux connaître l'apport du monde associatif à la société et à la démocratie ».

Cet apport est considérable : 1,5 millions d'associations, 1,85 millions de salariés, 22 millions de bénévoles, un budget de 113 Milliards d'euros (Tchernonog et Prouteau, 2019 ; Le Paysage associatif français – Mesures et évolutions, 3è éd.). Au-delà des chiffres, les associations prennent en charge des pans entiers de l'intérêt général : cohésion sociale et territoriale, culture, éducation, solidarité avec les personnes vulnérables, développement durable, économie collaborative, … Elles incarnent une société dynamique, engagée, solidaire, participative et elles contribuent activement à la vitalité de notre démocratie.

Mieux connaître cet apport est fondamental pour mieux reconnaître la valeur créée par les associations, mieux accompagner les mutations qui les traversent et comprendre plus finement les modes de fonctionnement spécifiques des associations qui pourraient inspirer au-delà d'elles-mêmes.

Pour promouvoir et développer la connaissance du Monde associatif, l'Institut français du Monde associatif mène trois missions : soutenir financièrement la recherche et orienter cette recherche sur des sujets d'intérêt, utiles à la société et aux acteurs ; rassembler et diffuser la connaissance du monde associatif ; structurer un réseau de connaissance et être un faiseur de liens entre les acteurs associatifs et les chercheurs.

Pour être un faiseur de liens efficace, et pour pouvoir demain orienter la recherche sur des sujets d'intérêt, l'Institut a souhaité organiser un cycle de rencontres des associations et des chercheurs dans les territoires, en appui à une consultation des besoins de connaissance du monde associatif.

Donner la parole aux chercheurs et aux acteurs des Hauts-de-France était particulièrement important compte-tenu du dynamisme de la région, des acteurs de la connaissance sur le monde associatif, des travaux de recherche en cours, et également des échanges entre acteurs du monde associatif, de l'observation et de la recherche.

Lors de cette journée de rencontre, les grands acteurs régionaux de la connaissance nous diront ce que s'apportent recherche et monde associatif et pourquoi renforcer la connaissance du fait associatif. Des premiers ateliers permettront de recueillir les réactions des participants au livre blanc de l'ALLISS « Prendre au sérieux la société de la connaissance ». Puis en atelier, les participants exprimeront leurs besoins de connaissance du monde associatif ainsi que leurs attentes vis-à-vis d'un Institut dédié au développement et à la promotion de la connaissance sur le monde associatif.

Table ronde : « Que s'apportent recherche et monde associatif et pourquoi renforcer la connaissance du fait associatif ? » - Témoignages de l'Institut Godin, de la ChairESS, de l'ORVA et du Groupe Ornithologique et Naturaliste du Nord-Pas-de-Calais

Présentation des témoins

Thomas Lauwers, Chargé de projet, Maison des Associations de Roubaix, administrateur ORVA

Pourquoi chercher à améliorer la connaissance ? Parce que les besoins sont là : l'approche de la connaissance du monde associatif est lacunaire, or, il y a un réel enjeu de reconnaissance du monde associatif. Il est important d'alimenter le plaidoyer des acteurs, car sans cette connaissance, on ne peut définir qui nous sommes. L'ORVA créé donc de nouvelles données afin de donner aux personnes qui font ce travail de plaidoyer les moyens de bien le faire.

« Le monde associatif ne se vit pas comme un tout : pouvoir parler du secteur en ayant de grandes données sur ce que l'on est permet de nous reconnaître comme une grande famille avec des valeurs communes »

Nous n'aurons jamais trop de structures de la connaissance ; elles ne font pas doublon mais se complètent les unes les autres, comme l'ORVA et l'Observatoire de la CRESS qui fonctionnent de manière complémentaire. La complémentarité peut se jouer au niveau des différentes approches du monde de la recherche. Ainsi, l'ORVA a une approche pragmatique : nous produisons de la connaissance à partir d'enquêtes de terrain sans nécessairement répondre aux normes de rigueur scientifique.

Amélie Lefèbvre-Chombart, coordinatrice de la ChairESS Hauts-de-France

La ChairESS est une chaire interuniversitaire de formation et de recherche spécialisée sur l'ESS et sur la soutenabilité des territoires. Sa particularité est la co-construction entre acteurs de l'ESS, collectivités territoriales et universitaires, dans une démarche de coopération.

On perçoit, depuis longtemps, l'association comme un acteur économique, sociologique, politique et on s'intéresse à la manière dont elles contribuent au développement territorial. La ChairESS travaille selon 4 prismes :

- **La question de l'emploi dans les associations** : dimensions quantitatives et qualitatives
- **Le bénévolat et la place de la réciprocité** : plus particulièrement la place des bénévoles dans le développement associatif, et notamment la place des retraités dans l'ESS, qui a fait l'objet d'un travail avec l'Université libre
- **Les ressources des associations** : nous travaillons sur la santé économique des associations et notons que le service associatif s'achète de plus en plus. Parallèlement à cela, les données, pourtant publiques, sont difficiles à obtenir
- **La question de l'utilité sociale** : face à la rationalisation de l'action publique et à l'injonction de performance, comment évaluer et impliquer les acteurs dans les processus d'évaluation ?

Emmanuelle Besançon, docteure en économie, chargée de mission à l'Institut Godin

Lors de sa création en 2007, la mission de l'Institut Godin était d'aborder les solidarités à partir des pratiques, et non pas des statuts ; les associations n'étaient donc pas une clé d'entrée. Cependant, nous avons dès l'origine instauré un partenariat avec le Mouvement Associatif ainsi qu'un travail sur les politiques publiques, en lien avec les associations, ce qui nous a permis d'accumuler de la connaissance sur le milieu associatif et de la renforcer à partir de quatre points :

- Les relations complexes et évolutives entre associations et pouvoirs publics, et entre associations et monde économique

Le milieu associatif est saisi par le politique pour ses qualités, mais il y a un sentiment de désengagement (notamment en raison de la baisse des financements) et un risque d'instrumentalisation. Au quotidien, la tension est abordée via le monde économique plus largement, par le rapport aux fondations, ou aux entreprises.

- Données sur le milieu associatif

Nous avons des données générales sur ce fait, grâce aux travaux des observatoires, des chercheurs, des acteurs comme le RNMA. Il faut chercher des choses plus à l'échelle micro, rendre plus visible les travaux existants, et réaliser des monographies à partir d'observations directes d'objets plus circonscrits localement.

- L'hétérogénéité des associations

Le statut de la loi 1901 recouvre beaucoup d'aspects. On trouve des associations très diverses et parfois opposées (écologistes et chasseurs), des partis politiques et des lobbys, et également des mouvements anti-démocratiques. Si l'on travaille sur ces marges, il y a beaucoup de travaux qui abordent l'intérêt général, la démocratie, et qui montrent les tensions existantes. Il est important de se questionner sur des sujets plus polémiques, moins convenus, de ne pas être dans l'évitement mais bien de traiter de front pour qualifier la place de ces marges. Cela permettra de renforcer le plaidoyer et le positionnement du mouvement associatif.

- Renverser la question

La recherche a de l'intérêt pour elle-même mais aussi si elle fait l'objet d'un transfert. Le transfert de l'existant doit être mieux connu. Ce qui soulève plusieurs questions : quelles connaissance les associations ont elles des travaux scientifiques déjà menés ? Quelle connaissance des conditions de production de la recherche ? Ce dernier point doit répondre à des craintes sous-jacentes du chercheur d'une instrumentalisation de ses travaux, et à une crainte des associations de voir bousculer leurs fondements. Un rapprochement entre les mondes permettra de rassurer, dans le respect mutuel de chacun.

Rudy Pischiutta, Directeur du Groupe Ornithologique et Naturaliste du Nord-Pas-de-Calais

Le GON a été créé en 1968 et c'est une des premières associations environnementalistes du Nord-Pas-de-Calais. Elle s'est dotée de ses premiers salariés en 1999. L'objet du GON est de protéger la faune sauvage dans ses milieux de vie. Elle a cinq objectifs :

- Etudier la faune sauvage
- Former les naturalistes
- Valoriser ses travaux (publications)
- Protéger la faune
- Accompagner les acteurs du territoire dans la prise en compte de la biodiversité.

Créé par des scientifiques, l'association intervient dans la structuration de la connaissance dès ses origines et ne réunit pas de « simples amoureux de la nature ». Elle est dotée d'une base de données qui récolte entre 100 et 120 000 données chaque année et qui sont partagées avec le monde universitaire et les structures publiques et privées. Il est à noter que 80% des données sont produites par des bénévoles, dont les adhérents du GON, mais pas uniquement. Cela permet de dresser un état des lieux de l'environnement, comme on peut le voir avec le livre sur l'évolution des populations d'oiseaux. Il s'agit d'un travail qui a pu être réalisé grâce à un universitaire adhérent, avec une méthodologie scientifique. Il y a donc dans ce cas un intérêt à se rapprocher de la Boutique des Sciences, qui donne une caution scientifique aux travaux conduits par des associations.

> *La recherche renforce la légitimité d'une association comme la nôtre qui apparaît davantage comme militante.*

« Que s'apportent mutuellement le monde associatif et monde académique ? »

Thomas Lauwers, Chargé de projet, Maison des Associations de Roubaix, administrateur ORVA

Nous avons un accès facilité au terrain et aux vécus, ce qui fait que les conditions de recherche s'en trouvent souvent améliorées. Il ne faut donc pas accentuer l'instrumentalisation, mais mettre en avant la complémentarité. Par exemple, la chaire ESS a porté son travail de recherche auprès des pouvoirs publics, et l'ORVA auprès des associations à partir du point de vue des associations ; via l'entrée, l'angle et les points de vue différents sur un même objet. Les apports respectifs des structures sont de natures différentes. On note également une complémentarité en termes de compétences. Par exemple à l'ORVA ; nous savons traiter les données, mais c'est grâce au partenariat avec des chercheurs que nous accédons aux compétences propres à la recherche, et qui nous font gagner un temps précieux.

Amélie Lefèbvre-Chombart, coordinatrice de la ChairESS Hauts-de-France

Retour sur l'expérience du projet CHORUSS-ESS :

Ce projet de recherche, soutenu par le programme de la Région « chercheurs citoyens », a abouti à la création de la ChairESS. Il a permis de consolider des réseaux d'acteurs et de faire naître l'intercompréhension mutuelle.

> *Cet environnement fécond permet une belle mixité des savoirs, dans lequel on prend conscience que nous avons tous une part de nous qui est un peu chercheur, dès lors que l'on se pose des questions. La recherche sert plutôt à poser des questions qu'à apporter des réponses ou à être caution.*

Il y a un fort intérêt à ce que les pouvoirs publics soient associés à ce type de partenariat, et un portage collectif et politique est nécessaire. C'est la tentative de la ChairESS et aussi du Syllab. C'est l'enjeu que l'on doit porter auprès d'acteurs publics, notamment auprès de la région.

Il est également important de sortir de la représentation que la recherche, ou que la statistique, serait objective. La recherche permet de révéler des réalités plutôt que d'objectiver.

Emmanuelle Besançon, docteure en économie, chargée de mission à l'Institut Godin

Retour sur l'expérience du Réseau éco-habitat

Ce travail de recherche a eu un apport pratique pour le Secours catholique, qui a par ailleurs été en mesure de le diffuser. Pour l'Institut Godin, qui avait entamé des travaux de recherche sur les politiques publiques et sur le budget citoyen du département du Pas-de-Calais, ce projet a permis le prolongement d'une réflexion. Dans quelle mesure ce projet permet de toucher des projets hors radars, souvent portés par associations ? Comment les associations y répondent-elles ? Cela a également permis d'aborder le sujet des appels à projets, absent dans la littérature des sciences humaines et sociales. Quels sont les effets des appels à projets qui se sont massivement déployés ces dernières années, et sur la construction des politiques publiques ?

Sous l'angle du transfert des activités, des outils opérationnels comme les capteurs et marqueurs d'innovation sociale ont été créés. Là où les partenaires institutionnels mettent l'accent sur le modèle économique ou la sécurisation juridique, ces outils sont puissants pour questionner la cohérence d'ensemble du projet.

Le rôle du chercheur en tant que caution scientifique dans ce type de projet n'est pas évident, car ce n'est pas le rôle que l'on se donne dans les coopérations. Il faut insister sur la posture de questionnement de chacun, y compris des associations. Pour les chercheurs, il est compliqué d'être investi personnellement ou professionnellement sur les terrains du militantisme, car on voit toujours leur rigueur scientifique remise en cause.

« Quels impacts de la connaissance et de sa diffusion sur les politiques publiques ? »

Thomas Lauwers, Chargé de projet, Maison des Associations de Roubaix, administrateur ORVA

Nous sommes parfois dépendants d'organismes qui changent leurs données. Par exemple, l'ORVA n'aura pas d'éléments en vue des municipales, éléments qui auraient pourtant été très utiles. Il y a un besoin d'études sur des temps très longs pour comparer les mandatures, or le monde associatif ne s'est pas doté de ces outils avec de l'antériorité. Peut-être que des chercheurs en sciences politiques ont fait ce travail, mais c'est un point délicat.

Rudy Pischiutta, Directeur du Groupe Ornithologique et Naturaliste du Nord-Pas-de-Calais

Il y a un enjeu sur la récolte de données selon des protocoles, puis sur leur utilisation. On pâtit de l'aspect militant, qui est par ailleurs nécessaire. La caution scientifique, c'est apporter une rigueur pour combattre cette idée « vous êtes juges et partie » qui tend à nous discréditer.

Il faut également noter que dans le domaine de l'activité naturaliste, la pratique de l'appel à projet se fait au détriment de la subvention de fonctionnement. Cette pratique est également porteuse d'une injonction d'innovation qui est souvent incompatible avec nos missions parce que nous devons travailler sur le long-terme, en faisant des suivis pendant vingt ans.

Maxime Godefroy, chargé de mission Le Mouvement Associatif Hauts-de-France

L'exemple québécois est intéressant : on construit à partir de l'idée qu'il y a instrumentalisation, et on explicite directement les biais et les intérêts de chacun. Les protocoles sont donc construits dans cette dynamique et à partir de ces éléments.

Emmanuelle Besançon, Docteure en économie, Chargée de mission Institut Godin

Nous savons qu'il y a un enjeu qui n'est pas de l'ordre de l'instrumentalisation mais de l'utilisation. On préfère le terme de « rigueur » scientifique que de « caution » scientifique, qui neutralise l'idée que l'on aurait recours à la recherche dans une logique de questionnement.

Questions de la salle

Question sur l'échéance des mandats politiques : comment planifier la diffusion des informations auprès des acteurs publics et politiques compte-tenu des échéances ? Y-a-t-il des études comparatives sur les différents choix politiques possibles ?

Réponse de Thomas Lauwers : on ne possède pas forcément toutes les données et nous sommes parfois dépendants d'autres organismes. Pour ce qui est de l'impact des changements, nous avons besoin d'enquêter sur un temps très longs, or la durée d'un mandat est de 4 à 7 ans. Les premières grandes enquêtes datent du début des années 2000 et c'est donc délicat, en termes de protocole de recherche, de démontrer la responsabilité du changement politique.

Réponse de Rudy Pischiutta : les associations pêchent sur la valorisation et sur la communication. Cette dernière est souvent sacrifiée en raison de la réduction des budgets, alors que c'est pourtant ce qui donne de la visibilité aux actions.

Le changement politique régional a eu des effets intéressants entre les acteurs du territoire. Alors qu'on aurait pu croire qu'il résulterait en un phénomène de compétition, il s'avère que les associations s'organisent différemment, sous-traitent, développent une solidarité encore plus importante avec des acteurs non associatifs.

Témoignage : la question de la diffusion des données sur le financement des associations a évolué. l'Etat a obligation de communiquer ses financements. Pour les collectivités locales, au titre des mesures de « simplification », il n'y a plus d'obligation de déclaration pour les communes de plus de 3000 habitants. A présent, seules les subventions supérieures à 23 000 € doivent être déclarées. La question de savoir si les retraits de financement ont eu un impact sur les tissus locaux est donc complexe car une donnée est manquante.

Atelier : arpentage du livre blanc de l'ALLISS « Prendre au sérieux la société de la connaissance »

Le livre blanc de l'ALLISS porte un diagnostic sur les interactions entre société civile, enseignement supérieur et recherche, et formule des recommandations pour une société de la connaissance plus accessible et inclusive. Les idées qui sont ressorties de cet atelier sont listées ci-dessous.

- **Comment financer le rapprochement entre chercheurs et associations** ?
- **L'importance des espaces d'interaction entre chercheurs et acteurs**, qui permettent l'interconnaissance, la compréhension des manières de travailler de chacun et de leurs temporalités. Ces espaces d'interaction permettent aux associations de s'équiper en protocoles, et aux chercheurs d'accéder à de nouvelles problématiques, par exemple la perception expérientielle des patients.
- **L'association comme acteur intermédiaire entre le bénéficiaire/patient et le chercheur** : l'association peut éclairer des situations invisibles (par exemple, la marginalité) et aider à objectiver la situation. On note cependant que les associations manquent de temps, qui est pourtant si précieux dans un dispositif d'interaction entre chercheurs, acteurs et bénéficiaires/patients.
- **L'amateur et le bien commun** : la connaissance est aussi l'affaire de bénévoles passionnés. Chacun peut apporter, par son expertise acquise avec le temps et l'expérience, par les études, ou bien par la recherche, au bien commun et à sa connaissance.
- **Les collectivités ont besoin de connaissances pour agir, et pour prendre en compte l'expertise des citoyens dans la formulation des politiques publiques**. Les synergies entre collectivités locales et monde de la recherche amènent à des données qui sont utiles, et à la mise en place de nouveaux outils
- **Le transfert de connaissance des sciences humaines à la société** : il y a une grande difficulté à faire reconnaitre et à faire inscrire dans le schéma régional l'importance du transfert de connaissance des sciences humaines et sociales à la société
- **La place des questions dans le processus de recherche** : il faut partager les questions environnementales et sociétales en amont des projets de recherche pour éviter que les sciences humaines et sociales ne soient sollicitées qu'une fois le projet de recherche abouti, ce qui serait contre-productif
- **La production de connaissances actionnables** : la production de ces connaissances pratiques nécessite un croisement entre la recherche et le terrain. Ce croisement s'opère sous forme de va et vient entre le public, l'association et la recherche. Ce travail se fait sur le temps long, nécessite des moyens financiers et humains sous la forme de partenariat. Les pouvoirs publics, pourtant à l'origine de telles commandes, ne financent pas à hauteur des besoins
- **Mise en avant de l'importance de la recherche multi-acteur, avec la dimension territoriale** qui est particulièrement importante
- **La connaissance structure la société** : il s'agit là de rapports de forces. La connaissance du fait associatif est lacunaire, ce qui ne bénéficie pas à la vitalité démocratique. La contribution des associations à la production de connaissance est un réel enjeu de société.

Atelier de consultation sur les enjeux et les besoins de connaissance du monde associatif

« Selon vous, à quels besoins de connaissance des acteurs du monde associatif l'Institut devrait répondre ? »

Modèles économiques (au-delà du business model)

- Quelles sont les opportunités de financement et les évolutions ?
- Problématiques de ressources humaines : bénévolat (rétention, attirer les jeunes, renouvellement du bénévolat), engagement en temps et en valeur, qualité des emplois, hybridation salariés/bénévoles/volontaires, fonction employeur des associations, management spécifique.
- La forme associative elle-même : quels montages existent, hybridations organisationnelles, conversions (transition d'association à entreprises, parcours de montages)
- Comment la communication sert-elle le plaidoyer ?
- Répertoires et stratégies d'action : comment croiser expertise et militantisme ?

Les acteurs et leur environnement

- Les acteurs de l'ESS : cartographie domaines/causes
- Répertoire d'actions (comment les associations agissent)
- Les financeurs
- Composition des CA
- Répartition hommes/femmes
- Associations actives ou non
- La structuration des réseaux (fiches pratiques sur la structuration des réseaux)
- Les collaborations possibles et leurs développements

Les relations existantes

- Les différentes formes de relations : Compétition/coopétition/collaboration/conflit
- L'activité de lobby
- Indicateur d'institutionnalisation, ou de marginalisation des associations par rapport aux pouvoirs publics
- Intelligence collective : dans quelle mesure le système de décision collective marche-t-il, ou pas, dans les associations ? Comment garder l'intelligence collective d'une association ?

« Selon vous, quels sont les besoins de la société auxquels la recherche sur le fait associatif devrait répondre prioritairement ? »

- Le pouvoir d'agir, l'engagement citoyen
- Etudes comparatives internationales du fait associatif
- Analyse prospective des politiques européennes
- Le fait associatif à travers l'histoire
- Cohésion territoriale - pour aborder cette question, se demander qu'est-ce qui rassemble les individus sur le fait associatif ?
- La création du lien social
- Réponses aux enjeux du siècle : environnement, société, consommation, santé
- La gouvernance comme levier pour aider à porter des idées et à les traduire en actes
- Evaluer la valeur ajoutée du monde associatif et valoriser les capitaux immatériels
- Le rôle de corps intermédiaire
- Quelles perceptions et limites du modèle associatif ? (Cf. exemple des gilets jaunes)
- La connaissance de la vie associative dans sa dimension locale peut faire apparaitre des disparités entre les territoires

« Quelles sont vos attentes vis-à-vis d'un institut dédié au développement et à la promotion de la connaissance du monde associatif ? »

- Développer un outillage d'appropriation des savoirs, pour permettre à la connaissance existante d'infuser dans les associations et dans les champs de la société
- Repérage des laboratoires de recherche ou de chercheurs qui seraient susceptibles de travailler avec des associations
- Repérage des personnes capables de vulgariser les productions scientifiques
- Trouver un moyen de rediriger une partie des financements de la recherche à destination de la recherche associative (Cf. CICE et financement de la recherche sur l'économie marchande)
- Aider les coopérations entre acteurs et chercheurs sur les territoires (transversalité) : ne pas se substituer aux acteurs locaux, mais soutenir les dynamiques structurantes.
- Sortir de l'appel à projets qui n'encourage pas les dynamiques territoriales et de coopérations.
- Soutenir des rapprochements à l'échelle européenne, pour contribuer à la valorisation et au rayonnement associatif au-delà des frontières, et pour enrichir la connaissance des projets développés en partenariat avec d'autres associations sur des objectifs communs. La citoyenneté européenne n'est pas un enjeu secondaire.

Conclusion par Yannick Blanc, vice-président de l'Institut français du Monde associatif

Il existe une tension objective entre la production de connaissance désintéressée et la mobilisation des connaissances en vue de l'action. Cette tension est au cœur du travail de l'Institut et nous y sommes particulièrement attentifs dans le cadre des coopérations territoriales. Notre rôle est de susciter et d'animer un dialogue constant et durable entre chercheurs et acteurs. Nous avons donc bien deux défis à relever : donner à la connaissance du fait associatif toute la place qu'elle mérite dans les sciences humaines et sociales ; accompagner la montée en compétence des acteurs associatifs pour qu'ils puissent faire valoir leur capacité d'agir face aux institutions et aux acteurs économiques. Plusieurs d'entre vous ont souligné que c'est un travail de longue haleine, qui a besoin de patience et de continuité, comme toute activité de recherche. Mais nous avons aussi besoin de produire assez rapidement de premiers résultats convaincants pour plaider la pertinence de notre démarche et lever les financements qui nous permettront de la poursuivre durablement.

Nous remercions tous les intervenants : **Amélie Lefèbvre-Chombart, coordinatrice de la ChairESS Hauts-de-France, Thomas Lauwers, Chargé de projet, Maison des Associations de Roubaix, administrateur ORVA, Emmanuelle Besançon, Docteure en économie, Chargée de mission Institut Godin et Rudy Pischiutta, Directeur du Groupe Ornithologique et Naturaliste du Nord-Pas-de-Calais**

Nous remercions également l'IRTS pour leur accueil.

Chacun peut contribuer à la consultation en ligne - dont vous trouverez le lien sur notre site internet, nous dire, quels sont les besoins de connaissance auxquels l'Institut devrait répondre prioritairement, pour les associations et pour la société, et nous livrer ses attentes vis-à-vis d'un institut dédié au développement et à la promotion de la connaissance du monde associatif.

C'est très court, il faut 3 minutes pour répondre. **Merci d'avance de nous aider à relayer cette consultation.**

Retour en images